

[aefinfo.fr](https://www.aefinfo.fr)

Rentrée scolaire : L'école doit bénéficier d'un plan d'urgence (Snuipp-FSU)

Emmanuel Fontaine

9–11 minutes

"Les orientations prises par le gouvernement pour le budget 2026 ne vont pas dans le sens d'une amélioration des conditions de travail des personnels", estime Aurélie Gagnier, co-secrétaire générale du Snuipp-FSU lors de sa conférence de presse de rentrée, organisée lundi 25 août 2025. Pour le syndicat du 1er degré, "l'école doit bénéficier d'un plan d'urgence" et de moyens pour former les personnels, notamment en matière de repérage des violences. Parmi les priorités de la rentrée, l'éducation prioritaire qui "doit redevenir prioritaire", l'école inclusive ou encore les nouveaux programmes.



Le Snuipp-FSU donnait sa conférence de presse de rentrée le 25 août 2025 au Quartier Jeune à Paris. AEFInfo

"Les orientations prises par le gouvernement pour le budget 2026 ne vont pas dans le sens d'une amélioration des conditions de travail des personnels", s'inquiète le 25 août 2025 Aurélie Gagnier, co-secrétaire générale du Snuipp-FSU, lors de la conférence de presse de rentrée de l'organisation syndicale.

Alors que François Bayrou va engager la responsabilité de son gouvernement le 8 septembre ([lire sur AEF info](#)), pour Aurélie Gagnier "l'austérité va se poursuivre, le budget ne nous satisfait pas depuis plusieurs années". "Pour faire réussir, l'école il faut une véritable volonté politique et des moyens."

Interrogée sur le rôle de la ministre de l'Éducation nationale pour peser dans les arbitrages

budgetaires, Aurélie Gagnier considère que "même si Élisabeth Borne assure que l'éducation est la priorité, il y a fort à parier qu'elle ira dans le sens du gouvernement. Les ministres changent mais la politique ne change pas, nous ne sommes pas dupes."

Le budget et les moyens de l'éducation nationale

Parmi les attentes du Snuipp-FSU, Sandrine Monier, également co-secrétaire générale, appuie justement sur la question des moyens, alors que quelque 3 000 suppressions de postes dans la fonction publique en 2026 ont été annoncées par François Bayrou le 15 juillet ([lire sur AEF info](#)).

"Ces choix tournent le dos aux réels besoins sociaux, et ce sont les services publics, notamment d'éducation, qui en feront les frais. En quelques années la logique a été complètement inversée. De 2014 à 2022, plus de 16 000 postes ont été créés dans le premier degré pour accompagner les politiques éducatives, or depuis trois ans, nous rendons des postes au motif qu'il y a moins d'élèves dans les écoles. En réalité l'école primaire française est largement sous-investie. Cela ne lui permet plus de remplir ses missions, comme de réduire les inégalités scolaires." Sandrine Monier cite ainsi l'écart des dépenses de la France en matière d'éducation par rapport aux autres pays de l'OCDE est en moyenne de 11 %.

les questions prioritaires de la rentrée

La syndicaliste ajoute qu'en cette rentrée, 470 emplois d'enseignants sont supprimés dans le 1er degré, et estime à 2 000 le nombre de fermetures de classes, dont trois quarts en dehors de l'éducation prioritaire, contre 1 700 l'année dernière : "C'est pourquoi, l'école doit bénéficier d'un plan d'urgence", plaide-t-elle.

En matière d'école inclusive, avec 500 nouveaux PAS, "la mise en place du dispositif s'accélère", regrette Aurélie Gagnier. Pour l'organisation syndicale, "sans bilan des Pia, sans cadrage national, sans coordination avec les ARS", ces outils "ne gèrent que le manque de moyens, ils ne répondront ni aux besoins des élèves ni aux attentes des personnels". Elle demande "la création de structures et de dispositifs publics pérennes, variés, adaptés aux élèves, et dotés de personnels formés et spécialisés".

Le Snuipp-FSU fait également valoir son souhait persistant de voir créé un corps de fonctionnaires pour les AESH.

Une participation à un mouvement social le 10 septembre ?

Le Snuipp-FSU, organisation syndicale majoritaire chez les enseignants du 1er degré, lancera-t-il un appel à la grève pour le 10 septembre ?

"Nous attendons la rentrée pour prendre le pouls de la profession", répond prudemment Aurélie Gagnier, co-secrétaire générale du Snuipp-FSU à l'occasion de la conférence de presse de rentrée de l'organisation syndicale le 25 août 2025.

Une réunion interne doit se réunir cette semaine, et une intersyndicale de l'éducation est prévue le 3 septembre. Elle considère néanmoins que la possible grève du 10 septembre "ne constitue pas l'alpha et oméga de leurs revendications et ne se résume pas en une date".

"l'éducation prioritaire doit redevenir prioritaire"

Parmi les revendications de l'organisation syndicale en cette rentrée 2025, l'organisation syndicale demande davantage de personnels enseignants (titulaires comme remplaçants) et une diminution des effectifs dans les classes, afin d'améliorer leurs conditions de travail. Des moyens qui doivent aussi servir à la formation de ces personnels, martèlent les

représentants syndicaux.

Concernant le plan "Filles et maths", dévoilé par la ministre début juin ([lire sur AEF info](#)), si l'organisation souscrit à la formation des personnels aux biais de genre, elle s'interroge : "deux heures de sensibilisation pour les enseignants sont-elles suffisantes ? Est-ce que la ministre pense que les directeurs sont-ils bien placés, et n'ont-ils pas assez de missions ?" Pour le Snuipp-FSU, ce plan risque d'être "un effet d'annonce supplémentaire alors que la question demande une politique ambitieuse, avec une formation solide qui s'appuie sur la recherche".

Autre exemple, l'éducation prioritaire qui selon Aurélie Gagnier "doit redevenir prioritaire". Pour cela, elle pose la question de la formation des personnels à "l'éradication des inégalités scolaires qui sont étroitement liées aux inégalités sociales." Le syndicat voudrait renouer avec la politique engagée en 2014, notamment le "plus de maîtres que de classes", un "appui solide qui permettait de mieux traiter la difficulté scolaire". Elle se positionne à rebours de la politique d'éducation prioritaire actuelle qui "se résume aux classes dédoublées" et à l'enseignement des fondamentaux, favorisant les "injonctions" envers les enseignants qui dès lors "se voient dépossédés de leur expertise".

Dans les nouveaux programmes, "le jeu a pratiquement disparu"

Autre critique du Snuipp-FSU sur la rentrée : la mise en place de nouveaux programmes ([lire sur AEF info](#)) : "Il s'agit, sous couvert de faciliter le travail des professeurs, d'une attaque à la professionnalité enseignante, poursuit Aurélie Gagnier. À nouveau l'enseignant est mis dans une position d'exécutant. Nous le voyons déjà depuis plusieurs années avec les évaluations standardisées dont les résultats sont devenus la boussole du ministère".

Là où une évaluation formative "sert à former, à instruire, à accompagner les élèves étape par étape", elle dénonce une "logique de compétition qui incite à l'individualisation et au bachotage". En outre, elle décrit les nouveaux programmes axés sur les fondamentaux comme "cloisonnés, protocolisés, conçus pour un élève idéal qui n'existe pas, sans possibilité d'avancer à son rythme", et où "le jeu a pratiquement disparu".

De plus, ces nouveaux programmes sont organisés par année et non plus par cycles, et ils "dictent aux enseignants ce qu'ils doivent faire. Cela renforce le tri social et fait perdre un temps précieux. Il y a une nécessité de retrouver de la liberté pédagogique, c'est pourquoi nous maintenons notre appel au blocage des évaluations nationales."

EVAR : "nous aurons des polémiques et des mises en difficulté"

L'autre programme qui sera mis en place dès la rentrée est le programme d'éducation à la vie affective et relationnelle (Evar pour le 1er degré), ce dont se félicite l'organisation syndicale ([lire sur AEF info](#)), entre autres au regard "du rôle essentiel que l'école a à jouer dans la prévention et la détection" des violences sexuelles faites aux enfants.

"Cela ne s'est pas fait sans mal", assure Nicolas Wallet, co-secrétaire général du Snuipp-FSU, évoquant des propos politiques "réactionnaires" amenés selon lui à réapparaître rapidement : "Nous savons très bien que nous aurons des polémiques et des mises en difficulté."

Il évoque d'ailleurs une "véritable carence sur la formation des professionnels", en citant des données de la [Civivise](#) selon laquelle 6 professionnels sur 10 n'auraient pas protégé un enfant après des révélations de violence subie.

D'où selon lui l'importance que l'institution forme les professionnels et qu'elle fournisse "des ressources pédagogiques de qualité", mais aussi qu'elle "communique fortement auprès des familles sur ces questions" et présente la réalité de cet enseignement pour couper court

à toutes les campagnes de dénonciation, à la désinformation. Il faut également "protéger les personnels qui sont menacés et calomniés".

Si ce programme "est essentiel pour la prévention des violences faites aux enfants et la libération de la parole" ([lire sur AEF info](#)), il déplore en outre la disparition du "S" dans le 1er degré, estimant que "la sexualité a son importance dans une construction progressive pour les élèves, en fonction de leur âge".